

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques

Mont-de-marsan, le 19/11/2025

Cité Galliane

9 avenue Antoine Dufau

40000 Mont-de-Marsan

ud-40-64.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/11/2025

### **Contexte et constats**

publié sur 

**METHADOUR**

3740 Route de Grenade sur l'Adour

40280 Bretagne-de-Marsan

Références : DREAL/2025D/9348

Code AIOT : 0003106850

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement METHADOUR implanté La Lande 40280 Bretagne-de-Marsan.

L'inspection a eu lieu suite au déversement accidentel de chlorure ferrique sur le site de Methadour à Bretagne de Marsan le 08/11/2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- METHADOUR
- La Lande 40280 Bretagne-de-Marsan
- Code AIOT : 0003106850      Installation : Avec Titre ☐ Sans Titre ☒
- Régime : E
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Le site Methadour est un méthaniseur exploité par Total Energies Biogaz France sur la commune de Bretagne-de-Marsan. Le méthaniseur, soumis à enregistrement, est encore en phase de montée en charge.

### **2) Constats :**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de

l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	Rétention et confinement	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 13 et 30	Mesures conservatoires - Mesures d'urgence - Mise en demeure, respect de prescription	15 Jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration incident	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 5	

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :**


L'évènement a mis en évidence des défauts d'étanchéité successifs des différents organes de protection: cuvon de pompage de la première rétention béton, rétention générale du site et les deux vannes (alimentation et vidange) du bassin d'Eaux pluviales.

Le site ne peut donc pas poursuivre sa montée en charge. Il doit assurer une dépollution du site et des travaux d'étanchéification avant toute poursuite de l'exploitation.

L'exploitant doit également curer le fossé en sortie de site et assurer la protection du milieu jusqu'à la fin des pompages.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration incident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 5	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels      Déclaration accident	
<b>Prescription contrôlée :</b> Déclaration d'accidents ou de pollution accidentelle.  L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.	
<b>Constats :</b> L'exploitant a constaté une pollution au chlorure ferrique sur son site le samedi 08/11/2025. Suite à ce constat il a informé l'inspecteur en charge du site mais n'a pas contacté l'astreinte DREAL (horaire hors heures ouvrées). Il a par la suite informé l'inspection par mail du 13/11/2025 reprenant la chronologie des événements.	
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est rappelé à l'exploitant qu'en dehors des heures ouvrées, il doit contacter l'astreinte DREAL au 07.86.62.85.81. L'exploitant effectue également une télédéclaration de l'accident sur <a href="https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939">https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939</a>	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	

## N° 2 : Rétention et confinement

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 13 et 30

**Thème(s) :** Risques accidentels      Rétention et confinement

### **Prescription contrôlée :**

ARTICLE 13 - Caractéristiques des sols.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou pour l'environnement ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.

ARTICLE 30 - Dispositifs de rétention.

I.-Tout stockage de matière entrantes ou de digestats liquides, ou de matière susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, y compris les cuves à percolat, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

-100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

-50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsqu'ils ne sont pas construits dans une fosse étanche satisfaisant aux prescriptions des trois premiers alinéas du présent I, les stockages enterrés sont équipés d'un dispositif de drainage des fuites vers un point bas pourvu d'un regard de contrôle facilement accessible, dont les eaux sont analysées annuellement (MEST, DBO5, DCO, Azote global et Phosphore total). Lorsque le sol présente un coefficient de perméabilité supérieur à  $10^{-7}$  mètres par seconde, ils sont, en outre, équipés d'une géomembrane associée à un détecteur de fuite régulièrement entretenu.

Le précédent alinéa n'est pas applicable aux lagunes. Celles-ci sont constituées d'une double géomembrane dont l'intégrité est contrôlée a minima tous les cinq ans.

II.-La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Ces équipements sont compatibles avec les caractéristiques du produit ou de la matière contenue. Un contrôle visuel de ces jauges de niveau et limiteurs de remplissage est opéré quotidiennement pour s'assurer de leur bon fonctionnement.

III.-A l'exception des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse pour lesquelles les dispositions suivantes ne sont applicables qu'aux rétentions associées aux cuves de percolat, les

réentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité répondant à l'une des caractéristiques suivantes :

- un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la réention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à 10<sup>-7</sup> mètres par seconde.

- une couche d'étanchéité en matériaux meubles telle que si V est la vitesse de pénétration (en mètres par heure) et h l'épaisseur de la couche d'étanchéité (en mètres), le rapport h/ V est supérieur à 500 heures. L'épaisseur h, prise en compte pour le calcul, ne peut dépasser 0,5 mètre. Ce rapport h/ V peut être réduit sans toutefois être inférieur à 100 heures si l'exploitant démontre sa capacité à reprendre ou à évacuer le digestat, la matière entrante et/ ou la matière en cours de transformation dans une durée inférieure au rapport h/ V calculé.

L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.

IV.-Le cas échéant, les réentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

V.-Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

#### **Constats :**

L'inspection a été réalisée de manière réactive suite à un déversement de chlorure ferrique sur le site.

Le point de situation réalisé lors de l'inspection a permis de constater que:

- la majeure partie de la pollution est contenue dans le site (réention globale du site et bassin de stockage des eaux pluviales). La quantité d'eau polluée est estimée à 800 m<sup>3</sup>.

- une partie du fossé adjacent au site a été impactée sur une longueur totale estimée de 150 m environ. Ce déversement dans le milieu est due à un défaut d'étanchéité de la vanne de vidange du bassin d'eaux pluviales. Un barrage a été positionné sur le fossé afin d'endiguer toute pollution supplémentaire en aval et un nettoyage (avec des lingettes absorbantes) est prévu le 14/11/2025. A noter, la fiche de donnée sécurité du produit ne mentionne pas de danger pour l'environnement mais alerte sur l'aspect corrosif et acide du produit (neutralisé par l'eau du bassin eaux pluviales, pH=6.5).

- l'exploitant a pris contact avec le CEDRE pour se faire conseiller et accompagner sur la marche à suivre. Le CEDRE a indiqué la priorité de neutraliser le pH via de la poudre calcaire par exemple.

- l'exploitant a également pris contact auprès de la société ORTEC pour la réalisation de la dépollution du site. Les pompes de liquide devraient commencer mardi 18/11/25. A la suite de ce pompage, un curage des réentions et des terres polluées devrait être réalisé et les déchets expédiés vers des filières de traitement. La profondeur de décaissement est à déterminer afin d'obtenir un pH normal du sol et l'absence de toute trace de chlorure ferrique.

Des investigations supplémentaires doivent encore être réalisées par l'exploitant pour déterminer l'origine des différentes fuites et défauts d'étanchéité constatés sur les ouvrages censés protéger et prévenir de tout déversement accidentel.

Les différents évènements et les constats réalisés permettent d'établir que :

- la rétention béton ainsi que le cuvon sous la cuve de chlorure ferrique n'étaient pas étanches.
- la remontée de produit sur la rétention du site, permet de conclure à sa non étanchéité également.
- la pollution du bassin d'eaux pluviales indique que la vanne de confinement de la rétention du site n'est pas étanche.
- la pollution du fossé permet d'établir que la vanne de confinement du bassin n'est pas étanche également.

Tous les dispositifs censés assurer l'étanchéité et la protection du site vis-à-vis d'un déversement accidentel ne sont pas fonctionnels. Le confinement du site n'est pas assuré.

La mise en service du site et sa montée en charge sont différées au vu des évènements actuels.

Pour plus de détails, les échanges avec l'exploitant ont permis de retracer la chronologie des événements depuis la survenue de la fuite vendredi 07/11/2025.

Le **vendredi 7 novembre (8h15)**, il a été constaté une fuite sur un raccord en inox en sortie de cuve de stockage de chlorure ferreux (pH=2, 22T de chlorure ferrique stockés dans la cuve sur les 30T max admissibles). La cuve étant dans une rétention qui lui est propre, ce flux devait être contenu et un pompage était planifié pour le lundi (pompage spécial dû aux spécificités du produit).

Dans la nuit de vendredi à samedi, 60 mm de pluie sont tombés.

Le **samedi 8 novembre (9h00)**, le responsable est venu sur le site pour son tour d'astreinte et a immédiatement constaté la pollution sur le site de par la présence de chlorure ferreux dans la rétention du site (couleur orange au sol). Les conditions météorologiques dans la nuit de vendredi à samedi ont permis de diluer le produit puis le flux est venu se stocker en points bas du site. (pH autour des 7, dilution du produit importante). A ce stade, pas de pollution à l'extérieur du site ni du réseau d'eau pluviale.

Le **dimanche 9 novembre(7h45)**, le responsable effectue de nouveau une ronde du site pour évaluation de la situation. La pollution s'est propagée au bassin de rétention d'eau pluviale (étanche). Après vérification, aucun déversement n'est présent sur le milieu naturel.

Le **lundi 10 novembre**, pas d'évolution de la situation (intérieure comme extérieure). Passage de la société ORTEC pour visite du site en vue de la réalisation d'un devis pour la gestion de la pollution.

Le **mardi 11 novembre**, pas d'évolution de la situation (intérieure comme extérieure).

Le **mercredi 12 novembre**, nouveau tour de site effectué. Intérieur : pas d'évolution. Extérieur : présence d'une coloration orangée, huileuse dans le fossé périphérique.

Le **mardi 13 novembre**: constat identique et venue de l'inspection des installations classées sur le site. L'inspection a constaté, en repartant la présence de chlorure ferrique dans le fossé en aval du site jusqu'à une distance d'environ 150 m.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour s'assurer de la non diffusion de produit supplémentaire dans le milieu et maintient le barrage en place sur le fossé jusqu'à vidange complète du bassin d'eaux pluviales (EP) et réparation/remplacement de la vanne.

L'exploitant assure l'évacuation de l'eau sous 1 semaine et des terres polluées (rétention du site) sous 2 mois vers des filières agréées.

L'exploitant maintient une surveillance du pH dans les effluents de son site.

L'exploitant, après avoir dépollué son site, réalisera une réparation des ouvrages devant assurer

l'étanchéité du site (rétentions, vannes, etc.).

Une expertise de l'ouvrage et de l'ensemble des canalisations est à effectuer avant la montée en charge du site.

L'approvisionnement du site est suspendu et les apports sur le site doivent être limités au seul maintien de la biologie dans le process.

Par ailleurs, une reprise du bardage et une vérification de l'ensemble des ouvrages (digesteurs, cuves, etc) doivent être effectuée pour vérifier l'intégrité des structures.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription - Mesures d'urgence - Mesures conservatoires

**Proposition de délais :** 15 Jours